

E0332

68899

**UNITED NATIONS**

**ECONOMIC COMMISSION  
FOR AFRICA**



**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE**

**LA SOIXANTE ET UNIEME SESSION ORDINAIRE  
DU  
CONSEILS DES MINISTRES DE L'OUA**

**ALLOCUTION**

**DE**

**LAYASHI YAKER**  
**Secrétaire général adjoint des Nations Unies**  
**Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique**

**Addis-Abeba**  
**23 janvier 1995**



M. le Président,  
Excellences,  
Membres du Conseil des ministres de l'OUA;

Excellence et cher frère,  
M. Salim Ahmed Salim,  
Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine;

Excellence, M. l'Ambassadeur Lansana Kouyate, sous-secrétaire  
général chargé des affaires politiques,

Excellence, M. l'Ambassadeur Victor Ghebo, Représentant spécial  
du secrétaire général pour la Somalie,

Excellences,  
Membres du corps diplomatique et représentants des organisations  
internationales,

Représentants des médias,

Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand un grand honneur d'avoir l'occasion de prendre  
la parole devant la soixante et unième session du Conseil des  
ministres de l'OUA.

Tout d'abord, je voudrais vous souhaiter à tous une  
chaleureuse bienvenue à Africa Hall. En effet, nous nous  
trouvons dans un lieu vénéré de l'histoire moderne de notre  
continent. C'est dans cette même salle de conférence que les  
dirigeants africains ont prient des décisions de grandes portées  
visant la libération et le développement du continent. Votre  
réunion d'aujourd'hui est encore un jalon louable dans  
l'accélération de ce processus. Vous conviendrez sans doute avec  
moi qu'il nous faut adopter des recommandations appropriées sur  
un large éventail de question y compris la politique économique,  
la règlement des conflits et le renforcement de la confiance  
ainsi que la préparation d'initiatives et la réaffirmation de  
notre volonté à nous attaquer avec urgence aux problèmes les plus  
pressent du développement en Afrique. Telle est notre  
responsabilité collective. Ici plus qu'ailleurs, les Africains  
du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, ainsi que ceux des îles  
du continent, reprirent à leur compte et affirmé cette unité  
d'action. Les délibérations très importantes de la présente  
soixante et unième session du conseil des ministres de l'OUA,  
sans aucun doute, s'en inspireront.

Le conseil se réunit trois mois seulement avant la tenu de la  
Session extraordinaire du Conseil des ministres consacré aux  
problèmes économiques et sociaux du développement de l'Afrique  
qui se tiendra au Caire, en Egypte. Cette Session extraordinaire  
a été convoqué par nos dirigeants lors de leur Sommet de Tunis.  
Ils voulaient ainsi exprimer leur profonde préoccupation face à  
la crise socio-économique qui assaille le continent jusqu'à nos  
jours alors que les années 1990 auraient dû être une période de

redressement et de croissance soutenue à travers tout le continent. La décision des dirigeants s'explique par leur appréhension des mutations fondamentales que l'on constate dans l'ordre géopolitique général, et la structure des relations économique mondiales au l'aube du vingt et unième siècle. Cette décision est la preuve de leur détermination à freiner la tendance au déclin et à accélérer le redressement socio-économique et la croissance de l'Afrique selon la voie du développement durable.

Excellences,

Inverser le cours de l'économie africaine est sans aucun doute un défi qui reste encore très incertain en dépit d'une modeste amélioration du taux de croissance économique régionale en 1994. La croissance de la production économique du continent est estimée à 2,8% pour cette année, alors qu'elle de 1,1% en 1993 et de -0,3% en 1992. Toutefois, cela reste en deça du taux de croissance démographique, ce qui signifie que la pauvreté a continué à s'aggraver.

Cette légère amélioration du taux de croissance économique régionale s'explique par un meilleur comportement de certains facteurs déterminants de l'économie africaine. Tout d'abord, le climat, en 1994, a été plus favorable dans toutes les sous-régions de l'Afrique, entraînant une augmentation de 3,1% de la production agricole du continent, en nette amélioration par rapport à 1993. Cependant, le sous-secteur de l'alimentation a enregistré un taux de croissance décevant de 2,5%, comparé au 4% de l'année précédente. Aussi, en 1994, l'Afrique était loin de réaliser son objectif d'auto-suffisance alimentaire. En revanche, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique Australe ainsi que ceux du Sahel ont eu des récoltes records grâce à une pluviométrie suffisantes et régulières. Quant aux pays de la Corne de l'Afrique, ils sortirent progressivement d'une situation de famine qui prévalait dans plusieurs parties de la sous-région.

En outre le secteur des exportations a connu des gains modestes à cause de la hausse spectaculaire, au cours de l'année, des prix des produits de base, en particulier les denrées utilisées dans la préparation de boissons et dans une certaine mesure, les minéraux. Il ne faut pas croire que ceci représente une inversion durable de la tendance continue à la baisse des prix des produits de base. En effet, les facteurs qui expliquent la faiblesse des marchés mondiaux des produits de base sont encore bien enracinés. La croissance durable des exportations des pays d'Afrique sur le marché international dépendra des résultats enregistrés en matière de diversification des exportations fondée sur une industrialisation efficace, de gains en productivité et en compétitivité et d'une commercialisation agressive.

Cependant, la situation socio-politique reste marquée par l'incertitude. Du côté positif, dans un certain nombre de pays le climat politique s'est largement détendu, alors que dans d'autres des situations de conflit persistent ce qui fait que cet objectif reste à réaliser. Les données disponibles à la CEA, semblent indiquer que les pays qui ont réussis à maîtriser leurs

conflits internes ont été récompensés par une amélioration sensible de leur taux de croissance en 1994.

De plus, en 1994, la plupart des pays africains, à quelques exceptions près, ont renforcé leur désir de mettre en place des réformes macro-économiques rationnelles en matière de politique monétaire et budgétaire, de taux du change, des structures de commercialisation et prix, la libéralisation du commerce, du renforcement du secteur financier, de la refonte de la fonction publique, de la restructuration des entreprises publiques, de la privatisation et de la promotion de l'investissement. Cette politique visait surtout à réduire les déficits budgétaires, à éliminer les poussées inflationnistes, à assurer une stabilité des taux d'intérêts et change, à améliorer la productivité économique et la compétitivité internationale, à supprimer les obstacles à l'investissement national et étranger, et, en fin de compte, à relancer le taux de croissance des économies nationales et réduire la pauvreté.

Les pays africains ont ainsi continué à faire des progrès difficiles dans leurs transitions complexes et multiples: de la guerre et des conflits à la réconciliation, la reconstruction, la paix et la stabilité; d'un régime autoritaire vers des élections libres, équitables et démocratiques; de l'injustice de l'apartheid vers une société non raciale; d'économies dominées par le secteur public vers une plus large participation du secteur privé à l'activité économique. Les pays continuent à consentir beaucoup d'efforts et des ressources rares afin de soutenir leurs réformes de politiques qui ont un coût social élevé.

Mais, malheureusement, nos partenaires au développement n'ont pas encore reconnu et appuyés les efforts héroïques déployés par les pays et peuples africains confrontés à ces transitions difficiles. L'Afrique n'a pas reçu les ressources nécessaires pour relever le défi du développement. Le niveau des ressources des quatre premières années du nouvel agenda des Nations Unies pour le développement en l'Afrique dans les années 1990, (UN-NADAF), est bien en deça des engagements prient par nos partenaires au développement en faveur de ce programme. Même en ce qui concerne le problème de la dette extérieure, que le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, a qualifié de "boulet aux pieds de l'Afrique", très peu de progrès ont été fait vers une solution durable. Ceci, malgré la part peu importante de la dette de l'Afrique au niveau mondial. La menace de la dette extérieure est, sans aucun doute, la contrainte la plus importante en développement et une source d'incertitude pour l'avenir de l'Afrique.

Excellences,

Permettez-moi de réitérer l'importance que la Commission économique pour l'Afrique attache aux délibérations qui auront lieu à la prochaine Session extraordinaire de l'OUA, et j'émetts le vœu que l'on formulera un agenda concret pour l'accélération du développement de l'Afrique dans les années 1990 et au delà. Cet agenda, j'en suis convaincu, réaffirmera la primauté du

principe de l'auto-suffisance qui a toujours été la pierre angulaire de la philosophie du développement de l'Afrique. Tout en mettant l'accent sur la responsabilité qui nous incombe à nous africains pour le développement de notre continent, il est important que cet agenda soit tourné aussi bien vers l'intérieur que vers l'extérieur, et qu'il cherche à assurer l'intégration pleine de l'Afrique au centre plutôt qu'à la périphérie d'une économie mondiale extrêmement compétitive.

Cet agenda pragmatique devrait également définir, en termes précis, la division du travail entre africains, d'une part, et leurs partenaires au développement, d'autre part. Nous devons énoncer avec précision ce que nous Africains devons faire pour relancer notre développement, et ce que nous demandons à nos partenaires.

A cette fin, les domaines prioritaires pour lesquels la Session extraordinaire devrait proposer des mesures pragmatiques mais efficaces parmi lesquelles:

- \* La mise en place d'un environnement favorable pour la mobilisation et la consolidation des forces et des ressources du développement, ce qui signifie la formulation d'une politique macro-économique correcte, la création d'un contexte socio-politique adéquat, et le développement soutenu des capacités institutionnelles et humaines appropriées.
- \* La suppression des contraintes au financement extérieur et national, y compris une solution durable au problème de la dette.
- \* La réaffirmation de la primauté du développement humain aussi bien comme objectif que comme moyen principal pour tous les autres domaines de développement.
- \* La modernisation des structures de production dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des services, y compris l'acquisition et l'utilisation de technologie des infrastructures et le développement des entreprises.
- \* Le renforcement de la participation de l'Afrique dans le commerce international en améliorant sa compétitivité, tout en éliminant parallèlement les obstacles physiques, tarifaires et non tarifaires à l'expansion du commerce intra-africain.
- \* L'accélération du processus d'intégration.

Comme préalable à la restauration de conditions pour un développement durable, je ne saurais trop insister sur l'importance de dépasser les situations de conflits qui sont une contrainte pour beaucoup de nos pays. Nous devons introduire une culture de la paix et de l'harmonie, une culture de consensus, de respect mutuel, et de collaboration afin de réaliser des objectifs supérieurs aux divisions ethniques, nationales et régionales.

Excellences,

Le développement de l'Afrique, comme nous l'avons souvent dit à plusieurs reprises, est une responsabilité que se partagent les Africains et leur partenaires au développement. Ce partenariat au développement revêt un caractère particulièrement urgent à ce stade jonction de l'histoire du continent. Nous avons vu qu'en dépit des efforts persistants déployés par les Etats africains, l'Afrique n'a pas encore trouvé la voie du redressement économique. En même temps, les mutations profondes et d'envergure qu'a connu le reste du monde ces dernières années ont conduit à une marginalisation accrue de l'Afrique. L'Afrique ne peut pas se permettre de prendre du retard, comme le monde ne peut pas se permettre de voir l'Afrique prendre du retard. Jusqu'à maintenant, les programmes pour venir en aide à l'Afrique, et plus récemment le Nouvel agenda des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990, (UN-NADAF), nous poussent à dire que la suite logique de la prochaine Session extraordinaire L'OUA sur les conditions économiques, devrait aboutir à la tenue d'une Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour traiter de manière efficace des problèmes économiques de l'Afrique.

Ladite session, que votre réunion pourrait suggérer aux Nations Unies, devrait être organisée le plus tôt possible après la Session extraordinaire du Conseil des ministres au Caire, pour maintenir l'élan qui se renforce face à la situation sociale et économique très grave que connaît l'Afrique. Cette session de l'Assemblée générale devrait surtout s'intéresser à la réalisation de progrès sensibles pour supprimer les contraintes qui pèsent sur les ressources du continent. On devrait s'attaquer et résoudre de manière définitive le problème de la dette extérieure, y compris celui de la dette multilatérale. On doit également aborder le problème de l'échange inégal suite aux nouveaux arrangements régissant le commerce international. Il s'agit des problèmes des cours des matières premières, de la diversification, de l'échange de services, la division internationale du travail, et de l'accès à la technologie moderne. Toutes ces questions, ainsi que bien d'autres préoccupations de développement de l'Afrique, devraient faire l'objet d'un examen efficace. La communauté internationale devrait comprendre que l'Afrique est en transition comme c'est le cas d'autres régions semblables qui semblent recevoir plus d'attention. Je considère que votre réunion aura l'occasion d'examiner attentivement cette proposition et éventuellement, définir des modalités pour en faire une recommandation pratique à l'intention de nos Chefs d'états et gouvernements.

L'enjeu pour nous tous et notamment pour le Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD est de traduire les objectifs du développement de l'Afrique dans ce cadre.

Je vous souhaite des délibérations fructueuses, et je vous remercie de votre aimable attention.